

L'ancien et le nouveau (fin)

Comment le neuf saisit le vieux : l'exemple de la Moyenne-Garonne

J'EN prendrai pour exemple l'une de ces zones que Jean Poperen qualifie de « zones à situation ouverte », soit les départements essentiellement ruraux de la Moyenne-Garonne (Tarn-et-Garonne, Haute-Garonne, Gers, Tarn, Aveyron, Ariège) — départements où le pourcentage de bulletins nuls de gauche a atteint ou dépassé les 10 %. L'influence de « La Dépêche de Toulouse » a effectivement joué un rôle déterminant dans ces votes, mais il ne faut pas oublier que ce journal s'est largement appuyé, dans sa campagne, sur les positions du P.S.U.

Nous pouvons dire que, si le rôle de « La Dépêche » a permis à nos fédérations de majorer leur potentiel à l'occasion du référendum, sa prise de position n'a pu être aussi nette que grâce à l'influence déjà acquise par le P.S.U. dans cette région au niveau des cadres naturels de la population — et notamment des cadres agricoles. L'effort particulier réalisé par le P.S.U. depuis un an dans ce département, marqué notamment par les conférences régionales agricoles de Montauban et Toulouse, son rôle dans la crise du bassin de Decazeville, la tournée de Pierre Mendès France, et plus encore l'action continue de certaines fédérations comme celle de la Haute-Garonne et du Tarn-et-Garonne, ont commencé de porter leurs fruits. Ces régions, on le sait, ont été un bastion traditionnel du radicalisme.

L'électorat radical de cette région est resté un électeur paysan, républicain, sincèrement à gauche, qui se sent depuis longtemps fort mal à l'aise dans un parti « d'affairistes parisiens » et cherche une autre ouverture politique. Cet électeur radical reste, on le conçoit, attaché à beaucoup de « vestiges du passé ».

Mais comment expliquer que cet électeur radical apparaisse plus ouvert aux solutions neuves apportées par un tout jeune parti qu'aux démagogues flatteurs du P.C. ou de la S.F.I.O. qui font beaucoup plus largement que le P.S.U. sa place à ce passé ? Uniquement au fait que nos militants ont su « s'engager dans les organisations corporatives et coopératives » ?

Il resterait à savoir d'où nous viennent ces militants, et surtout s'ils sont allés de l'engagement politique au travail syndical et coopératif, ou si, au contraire, ils sont venus, du fait même de leurs responsabilités syndicales et coopératives, au P.S.U. Or, c'est cela qui est vrai. Et ces militants qui — sans confondre leur travail politique et leur

travail syndical — portent témoignage de nos luttes et de nos perspectives ne sont pas, bien souvent, issus de l'électorat radical qui leur fait confiance. Nous y retrouvons d'anciens militants de la S.F.I.O. et du P.C., nous y retrouvons aussi des militants d'origine fasciste et surtout des jeunes n'ayant jamais eu d'appartenance politique.

En fait, si les pays de la Moyenne-Garonne apparaissent comme des zones de développement rapide du P.S.U., c'est en raison de la conjonction d'une vieille tradition républicaine, antiplébiscitaire, antifasciste, laïque, et de l'apparition de forces nouvelles, jeunes agriculteurs et techniciens agricoles, pas toujours d'origine locale, qui vivifient les vieilles structures et les confrontent aux problèmes d'aujourd'hui.

La tradition existe aussi dans l'ouest du Massif Central (Haute-Vienne, Corrèze, Creuse, Lot) ; notre progression y est pourtant beaucoup plus lente. Et pourtant, là aussi, existe un « vide politique » dû au relâchement de l'influence des partis de gauche traditionnels. Mais, sauf exception, notre développement ne peut pas ici s'appuyer sur une jeune paysannerie, absente.

Le P.S.U. et les organisations syndicales

Cette analyse, si elle est juste, doit nous amener à certaines réflexions : c'est que nous ne passerons, en tant que force politique et électorale, que là où seront déjà passées les organisations sociales de type nouveau, avec lesquelles nous bâtirons la société nouvelle, ce qui peut nous amener, **lorsque celles-ci n'ont pas encore pris racine par elles-mêmes, à en promouvoir l'implantation.** Et à sacrifier provisoirement, compte tenu de notre manque de moyens, notre « avancée politique » à celle des organisations de masse où par d'autres voies, pénétreront les idées du Front Socialiste : il peut être plus indiqué, si les militants P.S.U. travaillent dans une grande entreprise nouvelle où le syndicat n'est pas organisé, de les inciter à se consacrer d'abord à la création des sections syndicales (1). Leur existence créera un milieu favorable aux thèses du parti. De même, il peut être plus urgent d'orienter des camarades étudiants vers le travail de l'U.N.E.F., là où celle-ci s'est affaiblie, que vers la constitution de groupes E.S.U. ; ou que les responsables du travail agricole dans une fédération se préoccupent d'aider à l'implantation

de cercles de jeunes agriculteurs prioritairement à la création de sections locales.

Cela ne veut pas dire qu'il faut abandonner l'effort de construction du parti au profit du travail dans les organisations de masse, mais qu'il faut concevoir les formes d'organisation du parti en fonction de l'agitation politique et au moins autant en fonction des besoins de l'action économique et sociale de masse.

Enfin, nous en venons, à partir de là, à aborder des problèmes essentiels de tactique en ce qui concerne les actions directement politiques. C'est presque devenu un truisme que de constater que les idées du Front Socialiste débordent largement le cadre actuel du Parti. Nous ne pouvons nous contenter de considérer cette situation comme purement négative, mais, au contraire, essayer d'en tirer tous les enseignements. Il est probable que, dans un certain nombre de régions, la progression des idées du Front Socialiste passera prioritairement par le renforcement de l'activité du P.S.U. **en tant que tel**. Ce sera notamment le cas dans la plupart des grandes villes, mais aussi là où il existe une forte tradition politique — c'est-à-dire une tradition de gauche puisque aussi bien la droite, surtout à la campagne, s'est toujours camouflée sous le masque de l'apolitisme.

En tenant compte des observations que je présentais tout à l'heure, c'est-à-dire en ne séparant pas l'action proprement politique de l'action économique et sociale fondée sur l'existence d'avant-gardes, nous avons la possibilité, assez rapidement, de prendre la relève des partis de gauche traditionnels impuissants à apporter des réponses aux questions que les faits, comme l'action de l'avant-garde syndicale, amènent les masses à se poser : c'est vrai notamment pour les régions de traditions radicales, le Sud-Ouest dont je parlais tout à l'heure, mais aussi les Charentes, certains départements normands, une grande partie de la zone comprise entre le Bassin parisien et les Vosges. Mais c'est aussi vrai, à plus long terme, pour des fiefs socialistes ou communistes : notre progression dans la Creuse, le Gard, l'Aude, les virtualités qui apparaissent en Corrèze, dans l'Allier, ou en Lot-et-Garonne, l'attestent.

De nouvelles attitudes politiques !

Mais il est, en revanche, d'autres régions où les processus de radicalisation de l'opinion ouvrière et surtout paysanne se font sans s'appuyer sur une tradition politique — et même en opposition violente avec ces traditions. Nous n'avons pas à nous inquiéter outre-mesure de l'antiparlementarisme ou de l'hostilité aux partis traditionnels des mouvements ouvriers-paysans de Bretagne, des départements du Sud du Massif Central, des Alpes, sans doute, demain, de l'Est alsacien.

Dans les faits, et quelles qu'en soient parfois les outrances ou les naïvetés, ces critiques faites au parlementarisme et aux partis rejoignent les nôtres — plus que celles du gaullisme ; de même, et il faudra y revenir un jour, celles qui visent le caractère centralisateur de l'Etat jacobin et qu'il faut, par paresse d'esprit, se garder — suivant la pente où nous poussera d'emblée le pouvoir gaulliste — d'assimiler aux mouvements réactionnaires qui, avant-guerre, ont usé de la démagogie autonomiste (2).

Dans un cas comme dans l'autre, ces réactions sont le fait de régions particulièrement défavorisées par les différents systèmes bourgeois et réduites, tant par les républiques petites-bourgeoises que par les dictatures réactionnaires, à l'état de provinces sous-développées. Leur lutte contre l'Etat bourgeois gaulliste et ses instruments rejoint la nôtre par plus d'un point.

Mais, du fait même de son indispensable structuration en parti, le P.S.U. se trouve ici paradoxalement gêné dans sa progression organique, alors même que ses idées trouvent un large écho. La Loire-Atlantique me semble l'exemple-type de ce genre de contradiction. La conjonction d'une puissante tradition ouvrière anarcho-syndicaliste et du monolithisme catholique des campagnes continuent de constituer de puissants obstacles au développement du P.S.U., limité aux seuls milieux enseignants et intellectuels alors que c'est sans doute le département où les dirigeants des organisations syndicales ouvrières et paysannes — organisations vivantes et puissantes — sont le plus près de réaliser le Front Socialiste que nous appelons.

Il est fort probable que, dans tout l'Ouest, comme dans certains départements du Centre, de l'Est et de la vallée du Rhône, le Front Socialiste (sans doute sous une autre étiquette), précédera, y compris dans les compétitions électorales, le P.S.U. lui-même, et que nous serons amenés à soutenir des candidatures de militants syndicaux ouvriers et paysans sans appartenance politique, aux élections législatives comme aux conseils communaux et généraux. Et plus tôt s'amorcent ces regroupements, plus tôt se prépareront ces candidatures, plus grands seront leurs succès. C'est sans doute là le chemin le plus court et il serait criminel d'user nos militants dans des batailles de prestige — ou de principe — alors que, dans de nombreux cas, existent à côté de nous des militants de masse mieux placés que nos propres militants et souvent « aussi P.S.U. qu'eux ».

J'ajoute qu'il y a, dans ce type de candidatures une garantie, démocratique supérieure à celle que présentent les partis.

Mais il est évident aussi que ces batailles-là seront avant tout axées sur les problèmes économiques et sociaux et qu'il importe de faire jouer au P.S.U. son rôle de coordinateur, d'animateur dans ce domaine.

Ici, la structuration du parti devra faire une large place aux commissions spécialisées ouvertes à de nombreux militants — non-membres du P.S.U. — sur l'exemple de ce qui a été fait à Rodez sur le terrain économique.

C'est par la double action des structures « fermées » (organisation locales et d'entreprises) et des structures « ouvertes » (commissions spécialisées entre autres) que nous ferons, par des voies aussi diverses que l'imposent les circonstances, « progresser notre organisation au niveau de notre influence ». Et c'est cette double structuration, cette double action qui nous prémunira contre les deux dangers qui menacent toute organisation politique : la dilution dans des structures opportunistes du type des comités électoraux radicaux où prédominent l'influence des personnalités et le dessèchement dans la rigidité d'un appareil qui finit par fonctionner sur lui-même et pour lui-même.

Serge Mallet.

(1) Il me semble, par exemple, évident que la Fédération du Nord a plus d'intérêt à s'attacher à structurer syndicalement le nouveau complexe sidérurgique de Dunkerque qu'à créer des sections locales en bassin minier.

(2) Je pense notamment au M.O.B. breton dont le congrès a été interdit par le préfet d'Ille-et-Vilaine dans un contexte laissant supposer des liens

de ce mouvement avec l'C.A.S., alors que celui-ci avait énergiquement condamné l'O.A.S., ce que n'ont pas fait des partis très « officiels ».

Je crois, que, sur un point essentiel, nous nous trouvons, Mallet et moi, parfaitement d'accord si je m'en rapporte à la fin du paragraphe dont Mallet a donné d'importants extraits. « ... Nous ne serions coupables — et lourdement — que si, par facilité, nous acceptons de nous aligner sur l'ensemble des revendications actuelles de cette paysannerie individuelle, **quand nous savons que certaines revendications visent à la consolidation réactionnaire de l'état de choses existant.** »

C'est, en effet, un point sur lequel nous ne saurions transiger.

Il nous faut, en tout cas, multiplier de tels débats. C'est le seul moyen d'approfondir quelques notions essentielles qui ne sont pas encore dégagées de l'imprécision et de l'approximation :

- base sociale du Front Socialiste ;
- avant-garde politique, avant-garde technique et « sociologique » ;
- rapports entre la lutte politique contre le système gaulliste et la stratégie de Front Socialiste ;
- rayonnement « et organisation ».

J. P.